



## TRANSITION ÉNERGÉTIQUE ÉQUITABLE

### Atelier 1/4

Défis de  
lutte contre la vulnérabilité socio-  
énergétique des ménages  
et des territoires

(logement – mobilité –)



31 mai 2016 / 9h – 13h

#### Public invité

Elus et techniciens des collectivités territoriales, urbanistes, chercheurs, équipes publiques et privées de modélisation des données, bailleurs sociaux, AOT, industriels et fournisseurs/gestion des énergies, acteurs sociaux et associatifs, fondations, experts divers, etc., ayant une expérience dans les domaines, ou des savoirs empiriques et pratiques permettant d'élaborer des recommandations à toutes les échelles

## DEFI 1 – volet social de la transition énergétique OBSERVATION ET MONITORING COLLABORATIF

### Le contexte

Depuis 2007, et surtout depuis 2008, la production nationale et locale publique et privée (ONPE, Insee, industriels de l'énergie...) de connaissance sur la « vulnérabilité » et la « précarité » énergétique a explosé. Des méthodes quantitatives mais aussi qualitatives se sont multipliées, utilisant des variables communes plus ou moins réadaptées aux logiques de connaissance, donnant lieu à divers indicateurs testés à des échelles territoriales qui vont de la commune au national. Une connaissance large est donc à notre disposition : taux d'effort énergétique logement et/ou mobilité, intensité de la vulnérabilité selon les types de ménages (écart par quintiles, « bas revenus/dépenses élevées ») et leur localisation, « reste pour vivre », impacts et arbitrages sur la santé, etc. Les résultats, surtout quantitatifs et issus de la modélisation de multiples données aux sources très éparses et parfois non actualisées, montrent ainsi une image assez récurrente des caractéristiques des ménages précaires, de leurs niveaux de vulnérabilité, et de leur localisation globale. D'autres approches mobilisant des sources de données plus stabilisées, globales et institutionnelles (Insee, UNCCAS, MDR, ...) apportent également une vision qui complète et parfois interroge celles issues de la modélisation. Tous ces efforts ont produit un panorama diversifié, faiblement développé dans les démarches de diagnostic territorial, mais qui ont aidé à poser deux questionnements : *Comment assurer la transition énergétique et la robustesse des territoires et des ménages au regard de la vulnérabilité qui produit des écarts dans les pratiques de consommation d'énergie ? Quelles données permettraient d'alimenter (et accompagner) les politiques et programmes d'actions existants (ou à créer) concernant ce volet social de la transition souhaitée.*

En Auvergne - Rhône-Alpes, des efforts très importants de production de données et d'observation - sensibilisation publique et politique (RAEE, Cerema, Adil 26, Agences d'urbanisme, CG38, UDCCAS, bureaux d'études privés, collectivités,...) sur la double vulnérabilité socio-énergétique ont été produits, et à diverses échelles. Néanmoins la représentation politique du phénomène a du mal à émerger, les diagnostics restent très limités voire marginaux, et l'intégration des résultats au sein de la planification et gestion territoriale reste quasiment absente. De ce fait le lien entre observation et politiques publiques ad hoc, n'est pas des plus adéquats. Cela explique que du point de vue des techniciens et du milieu de la recherche, ainsi que des instances politiques et institutionnelles plus au fait de la question, émergent de nombreuses questions, dont celle-ci : *Comment appréhender cette transition énergétique dans son interface territoire-politiques-société, au sein d'un objectif global de transition énergétique équitable ?* Cette question interroge le processus de connaissance en lien avec la détection, l'objectivisation et la territorialisation des situations de précarité ou pauvreté énergétique, le suivi des politiques publiques, etc.

### L'objectif de l'Atelier

Dans ce contexte, à partir de quelques questions types des acteurs politiques et de terrain (ex. *Quoi observer et suivre dans le temps (et pourquoi faire) ? Quels indicateurs (simples et compréhensibles mais suffisamment précis ou « proches de la réalité ») peut-on mobiliser pour inciter à passer à l'action ? « Quels indicateurs de « passage à l'action » ?... « Comment à partir de la connaissance, décliner un « plan guide » de passage à l'action » ? Etc.*), l'atelier cherchera à produire ou valider collectivement des recommandations autour de ces questions.

Si tout ne pourra être concrétisé lors de cet échange entre experts et acteurs de terrain voire élus, les échanges devraient permettre de s'accorder, si possible, sur le minimum de connaissances à la portée de multiples acteurs, permettant de construire une gestion durable des fragilités socio-énergétiques.

### **Des recommandations existent sur le lien entre données, observation et politiques publiques ...**

Au-delà des très importants apports de l'ONPE en matière d'indicateurs et approches divers de la précarité énergétique logement et aussi plus récemment sur la mobilité, l'Iddri<sup>1</sup> dans un rapport intitulé « La précarité énergétique face au défi des données » (début 2015) pose la question du pilotage des politiques de lutte contre la précarité énergétique et du lien avec la connaissance. Cet organisme note que mesurer le phénomène est difficile « ... car les données disponibles sont de formes diverses et produites par de multiples acteurs. Des enjeux de fiabilité, de centralisation, d'homogénéité, d'accès et de renouvellement des données se posent donc dans la définition et la mise en œuvre des politiques publiques de lutte contre la précarité énergétique ». Après un bilan des démarches et des dispositifs existants à l'échelle nationale, etc. l'Iddri recommande une série d'actions permettant de : appuyer la représentation politique du phénomène pour mieux le qualifier et le faire porter ; réaliser le diagnostic afin d'en comprendre les causes et les manifestations, les populations concernées, etc. ; territorialiser le phénomène ; détecter les divers types de bénéficiaires des différentes politiques ; mettre en œuvre de manière coordonnée la(es) politique(s), et en réaliser l'évaluation. Voici quelques-unes de ces recommandations, dont une partie est en phase avec celles qui sont en cours de débat localement :

- **S'entendre sur une conception de la précarité énergétique** : mettre en place un **débat citoyen** pour définir un **tableau de bord** de la double précarité énergétique ; mieux caractériser **les contraintes et orienter les enquêtes statistiques futures...**
- **Mieux diagnostiquer la précarité énergétique au niveau national** : réaliser une **enquête biennale construite sur la base de Phébus**, pour mieux mesurer l'évolution temporelle du phénomène et des facteurs qui la causent ; développer les travaux autour de la «**carte vitale du logement**» ; **améliorer la structuration des Fonds de Solidarité Logement (FSL)** pour suivre l'évolution de la précarité énergétique sur des temps réduits ; mieux **valoriser les données associatives** (Croix-Rouge, Secours populaire, Secours catholique, etc.)...
- **Mieux diagnostiquer la précarité énergétique au niveau des territoires** : développer des **guides (nationaux et régionaux) et outils de spatialisation** à destination des acteurs des territoires ; **intégrer la précarité énergétique à la planification territoriale** (ex. SRCAE/diagnostic sur la base d'une mise en discussion des résultats cartographiques, etc. ; établir un **tableau de bord de la précarité énergétique / PCET ...**
- **Détecter plus efficacement les ménages** : des **fichiers exhaustifs à l'échelle du ménage** croisant **revenu et facture énergie** ; renforcer les moyens alloués aux acteurs sociaux ; développer des **circuits de détection de proximité** ; faciliter **l'accès aux fichiers des dispositifs d'aide** (tarifs sociaux, FSL)...

- **Évaluer les dispositifs existants** : évaluation quantitative et qualitative des programmes de lutte contre la précarité énergétique par la **définition d'indicateurs d'évaluation** plus pertinents,...

### **... et peut constituer un point de départ pour aller plus loin au sein de l'atelier**

Les préoccupations des acteurs à l'échelle Auvergne / Rhône-Alpes vont bien dans le sens d'une meilleure connaissance du phénomène, et de nombreux acteurs poussent vers un accompagnement dans plusieurs sens : la construction de « profils communaux », la caractérisation de « territoires fragiles », « robustes », « sous tension » au regard de la vulnérabilité des ménages / définition des politiques publiques ; un « plan cadre pour la robustesse socio-énergétique territoriale » ; une meilleure déclinaison des situations de vie des ménages : les « vulnérables », les « pauvres énergétiques », « les ménages fragiles », etc. Tout cela renvoie à la donnée la plus pertinente, mais aussi la plus « simple, accessible et parlante » et partagée. Est-ce possible ?

En effet, dans un contexte où la production de données et d'indicateurs s'intensifie à toutes les échelles, les attentes convergent vers l'élaboration d'un socle commun d'observations (données et indicateurs) capables d'accompagner des politiques locales cohérentes et partagées, équitables quels que soient les territoires. L'ambition de l'atelier est forte, car l'objectif d'aboutir à un « minimum commun » de connaissance interterritoriale semble s'imposer dans toutes les discussions et attentes. Cela correspond au sentiment qu'ont les acteurs locaux de se « noyer » dans une masse d'informations – quand elles existent – qui ne semblent pas répondre à leurs attentes. S'il y a débat sur cette perception, elle est à considérer dans les étapes de réflexion, de détection-territorialisation, car quelques recommandations issues des échanges test réalisés localement récemment tendent à privilégier les objectifs suivants :

- **Co-produire des données, sensibiliser, accompagner, et évaluer des politiques publiques et des pratiques sociales et institutionnelles**, afin de pallier au manque de et aux limites des données disponibles aux échelles pertinentes des politiques sectorielles et sociales (« **observatoires** », « **tableaux de bord** », **enquêtes/baromètres...**
- **Cogestion des dispositifs, des programmes d'actions territoriales**, sous forme de « **plateformes** » (de données, d'information), permettant de faciliter une gestion opérationnelle de la situation.
- **Territorialisation des espaces vulnérables prioritaires**. Afin d'accompagner stratégiquement la transition énergétique équitable.

<sup>1</sup> Institut du développement durable et des relations internationales. Cf. étude réalisé par Timothée Erard, Lucas Chancel, Mathieu Saujot.

## Programme provisoire

### 9h00 Accueil

### 9h10 – Présentation du mode d'échange en Atelier et de la problématique générale

S. Rosales-Montano / Urbalyon (animation)

### 9h30 – Echange 1

#### Quels besoins et quelles attentes des acteurs locaux en matière de connaissance, de données, d'observation,... et pour quoi faire?

*A partir du dialogue entre acteurs locaux présents (communes, intercommunalités, techniciens, urbanistes, chercheurs, associations...), il s'agira de poser à plat une série de besoins et d'attentes perçus et exprimés, de les hiérarchiser selon les objectifs et de mesurer leur importance afin de caler la réponse existante ou non existante attendue et sa complexité.*

*Ce premier échange permettra de cibler les attentes communes et spécifiques, les capacités d'engager un processus de connaissance (concernant l'interface vulnérabilité énergétique logement, mobilité, social)... et porter à débat auprès des experts présents leur « cahier des charges ».*

Un **minimum commun**, est-il réellement attendu ?

**Acteurs pressentis** : Scots (Sepal, Rives du Rhône, Monts du Lyonnais, Rovaltain...) Ville de Saint-Étienne, Métropoles de Lyon, Grenoble, Saint Etienne, Clermont Ferrand, Conseils départementaux, Bailleurs sociaux, Pôle métropolitain Lyonnais, DREAL, Région Auvergne/Rhône-Alpes, AOT's, ...

**Témoin expert pressenti** : IDDRI

### 10h35 Pause-café

### 10h50 – Echange 2

#### Quelles réponses existent ou doivent être construites (données, dispositifs d'observation et monitoring) afin de mieux intégrer et répondre au volet social d'une transition énergétique équitable?

*A partir du dialogue entre producteurs de données et de dispositifs de connaissance de toute nature, et en considérant les attentes exprimées localement, il s'agira d'explicitier les dispositifs qui sembleraient les plus appropriés pour mettre en place leur accessibilité.*

*Ce deuxième échange ne cherche pas à rendre compte de la panoplie à disposition des territoires (qui sera partiellement synthétisée dans un document à part), mais tentera d'émettre, si possible, un avis commun sur le « minimum à produire » permettant une vision commune de la situation et un accompagnement de base efficace de la vulnérabilité énergétique des ménages.*

**Acteurs pressentis** : ONPE, RAEE, PST (LAET, Cerema), Ademe, Insee, Burgeap, UDCCAS, FAP, Croix-Rouge, Secours Catholique, ADIL, Agences d'urbanisme (Urba4 /Agences d'urbanisme : Urbalyon, Epures, AURG, AClermont Métropole) Région Auvergne/Rhône-Alpes/, ALE, Soliha, Bailleurs Sociaux, Industriels de l'énergie,...

**Témoin expert pressenti** : IDDRI

### 11h50 – Echange 3

#### Recommandations générales et spécifiques partagées

Tour de table et débats sur la question du « minimum » à connaître, du « minimum à produire » (indicateurs...), etc. dans différentes étapes de la construction et suivi de la politique publique dans le domaine de la vulnérabilité énergétique

### 12h40 – Bilan des points forts de l'Atelier et mise en perspectives pour une Livre Blanc

### 13h fin de l'Atelier

*Pour que la transition énergétique soit équitable, la production et la gestion de la bonne donnée, la « bonne observation » devrait considérer les enjeux suivants :*

- appuyer la représentation politique du phénomène afin de le qualifier et le faire porter ;

- réaliser le diagnostic de la vulnérabilité énergétique afin d'en comprendre les causes et les manifestations, les populations concernées, etc. ;

- territorialiser le phénomène ;

- détecter les divers types de bénéficiaires des différentes politiques ;

- mettre en œuvre coordonnée la(es) politique(s), et en réaliser l'évaluation.

*Cela signifie : à chaque étape ses données.*

*(À partir des travaux de l'IDDRI)*

## Inscriptions

Merci de vous inscrire (ou de reconfirmer votre participation) auprès de :

[s.rosalesmontano@urbalyon.org](mailto:s.rosalesmontano@urbalyon.org)

Agence d'urbanisme de l'aire métropolitaine lyonnaise)

En envoyant  **votre nom, organisme et email de contact avant le vendredi 27**

### IMPORTANT :

*Votre inscription est importante car une liste de noms doit être déposée avec anticipation à l'accueil de la Tour Part-Dieu.*

*Une pièce d'identité vous sera demandée afin de vous laisser accéder à l'Agence d'urbanisme*

## Autres contacts

Pour plus d'informations vous pouvez aussi contacter :

**Agence d'urbanisme de la Région Grenobloise**

[emmanuel.boulangier@aurg.asso.fr](mailto:emmanuel.boulangier@aurg.asso.fr); [anne-lise.benard@aurg.asso.fr](mailto:anne-lise.benard@aurg.asso.fr)

**Agence. d'urbanisme Clermont Métropole**

[jmdemard@clermontmetropole.org](mailto:jmdemard@clermontmetropole.org)

**EPURES – Saint-Etienne :**  
[mmarsauche@epures.com](mailto:mmarsauche@epures.com)

**Rhône Alpes Energie Environnement (RAEE)**

[pierrick.yalamas@raee.org](mailto:pierrick.yalamas@raee.org);  
[laurence.monnet@raee.org](mailto:laurence.monnet@raee.org)

**Laboratoire Aménagement Economie et Transports (LAET) / Pôle Scientifique et Technique régional (PST)-**

[JeanPierre.NICOLAS@entpe.fr](mailto:JeanPierre.NICOLAS@entpe.fr)

**Ademe**

[jean-paul.georges@ademe.fr](mailto:jean-paul.georges@ademe.fr)

## Lieu de l'Atelier

**Grande Salle (9h-13h)**

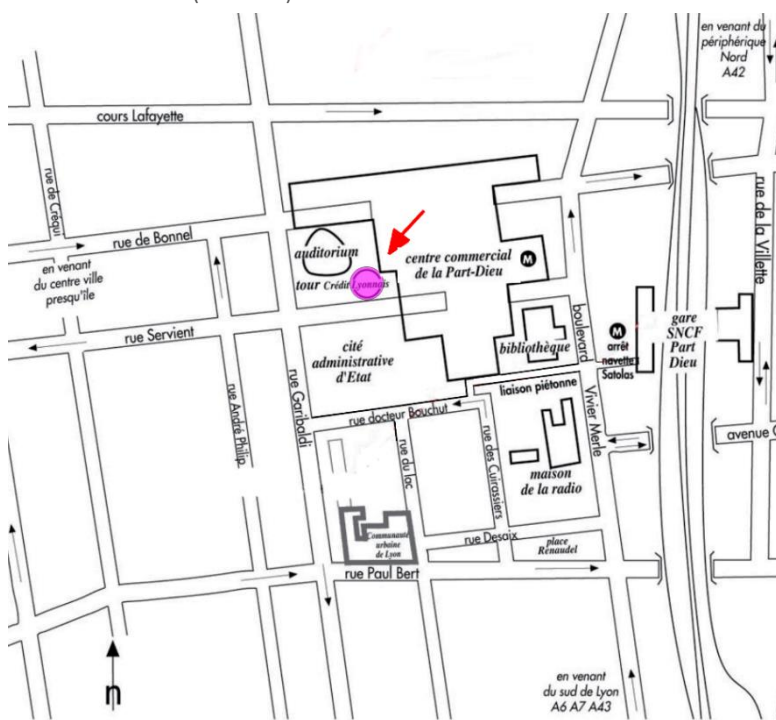
**Agence d'urbanisme de l'aire métropolitaine lyonnaise (Urbalyon)**

Tour de la Part Dieu (23<sup>ème</sup> étage)

129, rue Servient

69003 Lyon

Tél 04 81 92 33 00 (standard)



### Rappel des dates des autres ateliers :

**Défi 2- Changement des pratiques et des comportements individuels et collectifs (publics/privés, citoyens, institutionnels...)** / 6 juillet 2016

Lieu et heure : Saint-Etienne - Agence d'urbanisme de la région stéphanoise – Epures / 9h-13h

**Défi 3- Augmentation du « reste pour vivre » des ménages et des « capacités d'investissement » des territoires** / 30 septembre 2016

Lieu et heure : Grenoble - Agence d'urbanisme de la région grenobloise / 9h-13h ou 14h-

**Défi 4- Innovation dans la planification et dans les processus de gestion interterritoriale des vulnérabilités multiples** / 21 octobre 2016

Lieu et heure : Clermont-Ferrand ou Lyon - Agence d'urbanisme Clermont Métropole / 9h-13h ou 14h-18h

**ADEME**



Agence de l'Environnement  
et de la Maîtrise de l'Energie

**Agences d'urbanisme**  
Auvergne-Rhône-Alpes



RÉSEAU D'INGÉNIERIE AU SERVICE DES TERRITOIRES

